

Communiqué du Collectif Hôpital de Cognac

Le collectif appelle à la mobilisation pour le RETRAIT DU PROJET DE LOI BACHELOT (HPST)

La Sécurité Sociale, l'hôpital public et la santé en général (de la prévention à la convalescence en passant par la médecine du travail, la médecine scolaire...), sont une des conquêtes sociales majeures, menacés par le projet de loi Bachelot.

Les objectifs du gouvernement :

- Privatiser tout ce qui est rentable
- Rétablir pour 2012, coûte que coûte l'équilibre des comptes de la Sécurité Sociale

La méthode du gouvernement :

- Creuser le déficit de la Sécurité Sociale pour « justifier » ses réformes, baisser le coût du travail
- Faire gérer l'hôpital comme une entreprise privée : tous pouvoirs aux responsables ministériels, aux ARS et aux préfets et directeurs pour restructurer
- Réduire la part des remboursements de la sécurité sociale au profit des mutuelles et compagnies d'assurance privées
- Supprimer encore plus de lits (100 000 déjà depuis 1992), fermer services, hôpitaux, maternités, regrouper, restructurer. Le secteur médicosocial, la Sécurité Sociale sont évidemment aussi concernés
- Plan social à l'hôpital : 30 000 emplois à supprimer alors qu'on manque déjà de personnel

Les conséquences pour les assurés sociaux :

- Se soigner sera de plus en plus difficile : Les listes d'attente s'allongent, les déplacements se multiplient
- Se soigner sera de plus en plus cher : Les tarifs des complémentaires « santé » s'envolent.
- Médecine à 2 vitesses : Les dépassements d'honoraires atteignent maintenant des centaines ou milliers d'euros

C'est le système de soins dont les américains ne veulent plus que le gouvernement veuille imposer.

Le projet de loi Bachelot est un tout : IL N'EST PAS AMENDABLE
Nous exigeons le retrait du projet de loi BACHELOT.

NOTRE SANTÉ N'EST PAS UNE MARCHANDISE

L'hôpital de Cognac est aux avant-postes de l'application de la loi BACHELOT

2003 : cession de la chirurgie au secteur privé

2008 : menaces sur la maternité

février 2009 : suppression de la cuisine

mars 2009 : suppression de lits dans la nouvel hôpital

mai 2009 : menace de mise sous tutelle par les représentants de l'état

juin 2009 : fermeture du service de réanimation et remplacement par une unité de soins continus